

DE LA VIOLENCE À LA DÉSESCALADE

TEXTE DE ANNA DEMONTIS, chargée de projet éditorial à l'ACAT

Après 30 ans de guerre civile, l'Irlande du Nord a fait le choix d'un maintien de l'ordre visant une désescalade de la violence. Parmi les axes d'action décidés par les autorités, une réflexion sur l'armement de la police.

31 janvier 1972. À la télévision, le monde entier découvre les violences commises la veille en Irlande du Nord, dans les rues de Derry. Sur les images, on voit une manifestation laisser place à une scène de guerre : de la fumée, des gens qui courent, puis le premier coup de feu. Si le bilan de ce qui fut appelé plus tard le « Bloody Sunday » – 14 civils tués par balle et 60 blessés – fut particulièrement meurtrier, il rappelle le niveau de violence qu'a connu l'Irlande du Nord pendant les 30 ans de guerre civile, dont la mémoire a fortement impacté, à partir de 1998, la conception actuelle du maintien de l'ordre dans le pays.

« L'histoire a joué tant côté manifestants que du côté des forces de l'ordre », explique Neil Jarman, expert en police des foules au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). *La police est passée d'une logique de confrontation, avec un usage important de la force, à un maintien de l'ordre de meilleure qualité, découlant d'un vrai commandement, d'une formation adaptée et de l'application des principes des droits de l'homme.* » Face à la violence subie dans le passé – qui avait atteint un niveau tel que les manifestants utilisaient des cocktails molotov et des fusils d'assaut AK47 – les autorités ont fait le choix du dialogue, d'une meilleure communication et de plus de pédagogie.

« DOCTRINE DE LA PAIX »

Mais c'est sur la question des armes que l'exemple irlandais est le plus instructif. « En 1998, un rapport indépendant réalisé dans le cadre du processus de paix a intégré la question de l'armement et a demandé à ce que des armes alternatives soient développées, raconte Gary White, ancien policier en Irlande du Nord qui travaille désormais à l'OSCE. À la suite

de quoi des moyens conséquents ont été engagés sur l'armement. » Les canons à eau ont été intégrés, les équipements de protection des agents ont été améliorés. L'utilisation des lanceurs de balle de défense (LBD) a été revue, en partie car les policiers étaient réticents à les utiliser en raison du nombre de blessures, notamment au visage, et de décès survenus en manifestation. Une réflexion a été engagée sur l'utilisation de cette arme, la formation a été revue, ainsi que les conditions d'utilisation. Tout usage de la force doit par ailleurs faire l'objet d'un rapport circonstancié des agents et de nouvelles munitions, appelées « attenuating energy projectiles » (AEP, pour « projectiles à impact atténué ») sont utilisées depuis 2005. Le nombre de tirs a, lui, diminué, descendant même jusqu'à zéro pour la période allant d'avril 2017 à mars 2018. Certes, tout n'est pas devenu rose en Irlande du Nord. Des blessures graves à la suite de tirs d'AEP ont été rapportées et une étude médicale publiée en 2007 recommandait de renoncer à cette munition, qui reste dangereuse. Pour autant, les autorités ont pris conscience de leur responsabilité dans la création de conditions permettant une désescalade de la violence, en acceptant de s'interroger sur les armes déployées sur le terrain. « Si la volonté vient seulement de la police, cela ne peut pas marcher », ajoute Gary White. Même chose lorsqu'un policier est blessé : « On essaye de comprendre comment les choses sont arrivées, sans se contenter de rejeter la faute sur la violence des manifestants, mais plutôt en essayant de comprendre tout l'engrenage de la violence. » Reprises dans tout le Royaume-Uni, les bonnes pratiques irlandaises ont participé à une révision radicale de la doctrine du maintien de l'ordre chez nos voisins d'Outre-Manche. Qui sont allés jusqu'à parler dans un rapport paru en 2009 de « doctrine de la paix ».

Recommandation de l'ACAT

Depuis 2016 et la publication du rapport *L'Ordre et la force*, l'ACAT demande l'interdiction des lanceurs de balles de défense (LBD) en toutes circonstances, ainsi que le retrait des armes en dotation.